

BILAN DE LA MANDATURE DE L'ADF 2015-2021

En 6 ans, au sein d'un monde imprévisible, complexe et en crise, l'Assemblée des Départements de France a su se renouveler en restant fidèle à ses racines et à sa vocation. Avant tout, cela a été possible grâce à la confiance de ses adhérents, nous les en remercions vivement.

L'équipe de l'ADF a été profondément renouvelée dans ses effectifs, sans augmentation du nombre de collaborateurs, et dans ses méthodes. Une équipe disponible en permanence, y compris les jours fériés et les fins de semaine, organisée comme un cabinet ministériel, a répondu en continu aux attentes des Départements, de leurs élus et de leurs collaborateurs.

Elle a pu le faire sereinement grâce à une gestion rigoureuse et innovante avec la supervision de Jean-Jacques LASSERRE, Trésorier et Stéphane TROUSSEL, Trésorier adjoint de l'ADF. Cette gestion a accru nos marges de manœuvre, avec une significative augmentation des apports financiers de nos partenaires, permis la rénovation de nos locaux et la modernisation de nos outils de travail.

Un exemple significatif de la convergence entre bonne gestion innovante et réactivité des équipes est la décision prise lors de la crise de décembre 2019 (paralysie des transports) de rendre tous les postes de travail mobiles. 3 mois plus tard, la crise sanitaire commençait et l'ADF resta ainsi opérationnelle aux domiciles de ses collaborateurs et put se transformer en centre de gestion de crise.

Grâce à cette efficacité, nos commissions et groupes de travail ont rendu possible des avancées significatives.

Avec les présidents Jean-René LECERF et Jean-Luc CHENUT, la commission des finances a fait naître une inédite et ambitieuse péréquation interdépartementale de 1,6 milliard d'euros désormais inscrite dans la loi de finances. Elle illustre à elle seule notre force d'initiative et de solidarité lorsque la liberté est donnée aux élus.

Les négociations financières avec les gouvernements furent constantes et âpres pour obtenir une meilleure compensation des politiques publiques, avec des succès comme les fonds d'urgence annuels, la part supplémentaire de 250 millions de TVA dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, la suppression de la part employeur de la surcotisation à la CNRACL pour la prime de feu des sapeurs-pompiers, la légère augmentation de la prise en charge des MNA. Il appartiendra à la prochaine mandature de concrétiser la clause globale de sauvegarde financière, négociation qui vient de débuter avec le gouvernement.

L'ADF, avec la commission Solidarité et affaires sociales présidée par Frédéric BIERRY, s'est mobilisée pour un nouveau modèle social autour d'un modèle d'insertion en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou de l'activité. Le rapport «*Mobilisation et innovation* :

les Départements au cœur des politiques de retour à l'emploi détaille des pistes pragmatiques de développement des politiques d'insertion, démontrant la diversité et la richesse des initiatives locales. Ces réflexions ont abouti à la production d'une doctrine globale sur un bloc médicosocial cohérent qui serait confié exclusivement aux Conseils départementaux. Celles-ci ont permis à l'ADF de présenter au gouvernement des propositions dans le cadre du projet de loi « 4D ».

L'ADF s'est attelée à la construction d'un nouveau modèle de protection pour les personnes en situation de handicap et les personnes en perte d'autonomie, en lien direct avec la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (journées nationales ADF/CNSA, travaux conjoints sur le développement de l'habitat partagé, réflexions sur des formes nouvelles de gouvernance locale).

La réflexion globale de l'ADF sur l'ensemble des politiques sociales de tous les âges de la vie a permis -en outre- de résister aux assauts répétés des défenseurs d'un centralisme déconnecté des réalités territoriales et humaines. Citons pour mémoire la protection de l'enfance, victime d'attaques médiatiques injustes, jetant l'opprobre sur une mission délicate menée par des personnels pourtant mobilisés. Rappelons dans le cadre de la gouvernance de la protection de l'enfance, l'importance de l'action du GIP Enfance en danger présidé par Michèle BERTY, vice-présidente du département du Val d'Oise.

Dans le domaine de la santé, l'ADF a organisé des colloques inédits dédiés à une thématique à la croisée du social (accompagner), du médicosocial (prendre soin) et du sanitaire (soigner), en partenariat avec des fédérations du secteur et des associations de malades : formes d'épilepsies, syndrome d'alcoolisation fœtale, diabète.

André ACCARY, Vice-Président de la Commission Solidarités et Affaires Sociales a représenté l'ADF dans le cadre des travaux du Ségur de la santé et du comité des élus de suivi de gestion de la crise sanitaire Covid19 auprès du ministère des Solidarités et de la Santé.

L'ADF s'est également mobilisée avec succès pour accompagner les transferts de compétence entre Départements et Métropoles et surtout pour contrecarrer la métropolisation des Départements qui menaçait les Départements franciliens, le Nord, la Loire-Atlantique, la Gironde, la Haute-Garonne, les Alpes-Maritimes, etc.

Malgré la rigueur d'une offensive anti-départementale orchestrée à haut niveau, nos Départements furent préservés et un important colloque « Le Département au cœur des mutations territoriales » en 2018 marquait le déclin de la mode du tout métropole et autres théories fumeuses du ruissellement.

L'ADF a mis constamment en avant les capacités innovantes des Départements, dans leurs mutualisations et leurs rapprochements, dans leurs capacités à organiser le territoire et à optimiser les services aux Français.

Le New Deal Départemental, ambitieux projet de décentralisation issu d'un groupe présidé par Jean-Léonce DUPONT, en fut le point d'orgue. Il a été repris, avec l'ensemble du programme de décentralisation de l'ADF dans un numéro spécial du flash hebdo (juillet 2019).

Cette force politique et conceptuelle de l'ADF a sans doute favorisé la coopération politique avec nos alliés.

Alors que les relations entre l'État et les collectivités territoriales s'étaient détériorées du fait du déficit d'écoute de la part du Gouvernement, l'ADF, l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) et Régions de France ont uni leurs voix pour rétablir un dialogue fondé sur une relation de confiance et de respect mutuel entre l'Etat et les élus.

La coopération entre les trois associations d'élus AMF, ADF et RF est montée en puissance pour aboutir à une structure commune, « **Territoires unis** », afin d'exprimer la solidarité du bloc local.

Le 26 septembre 2018, plus d'un millier d'élus municipaux, départementaux et régionaux étaient présents, à Marseille, pour le premier rassemblement des élus pour les libertés locales. Aspirant à une relance de la décentralisation, les trois associations ont signé une contribution fondatrice de leur engagement commun l'«Appel de Marseille», invitant l'Etat à écouter les élus et les citoyens.

Ces expressions politiques communes se sont poursuivies à travers la signature de « l'Accord de Rennes » lors du 88^{ème} Congrès de l'ADF en Ille-et-Vilaine ainsi que lors des congrès respectifs des trois associations. Territoires Unis a organisé des « Assises des libertés locales », réunissant les élus locaux de toutes sensibilités ainsi que les partenaires économiques et sociaux pour formuler des propositions afin de relancer la décentralisation.

Territoires Unis a pu compter sur le soutien total du Sénat et de son Président Gérard LARCHER. La démarche de Territoires Unis s'est révélée prémonitrice au regard de la crise des gilets jaunes et de la crise sanitaire qui a mis en exergue le rôle incontournable des collectivités.

L'ADF a été également un fort soutien juridique pour ses adhérents en conduisant des actions contentieuses à leur service, en faisant vivre le réseau des juristes et en mettant en place celui relatif à l'éthique et à la déontologie.

Notre assemblée a donné, avec nos présidents Claude LEONARD, Olivier RICHEFOU, président de la CNSIS, un nouveau dynamisme politique à la gouvernance des SDIS dont les présidents ont fait de l'ADF leur propre maison. Prime de feu en partie compensée, revalorisation des volontaires, défense du 112 et de Nexsis en témoignent.

De même, le groupe (présidé par Alexandre TOUZET) « prévention de la délinquance et de la radicalisation », la formation à la sécurité et à l'intelligence économiques ont imposé l'ADF comme un interlocuteur en terme de sécurité. Elle dispose désormais de la mise à disposition d'un colonel de la gendarmerie nationale et publie un panorama des pratiques innovantes en matière de sûreté.

Avec Hermeline MALHERBE et sa commission du développement durable, l'ADF a travaillé à la sauvegarde de la gestion des espaces naturels sensibles (ENS) par les Départements et a promu leur rôle pour la défense de la biodiversité et dans la gestion de l'eau.

Elle a souligné la place fondamentale des Départements en matière de transition agricole et alimentaire avec Pascal COSTE, président de la commission Nouvelle Ruralité, promoteur de la souveraineté alimentaire et auteur des 25 propositions pour la ruralité.

L'ADF s'est imposée comme tête de réseau dans les chantiers du numérique et de protection des données. Avec Jean-Jacques LASSERRE, Claude RIBOULET et Valérie NOUVEL, les Départements ont marqué leur rôle fondamental pour l'équipement numérique de la France, pour la mise en œuvre du numérique éducatif, pour la lutte contre la fracture numérique. L'ADF est devenue leader pour les questions cruciales d'hébergement et de protection des données.

Avec François DUROVRAY et Yves KRATTINGER pour la commission mobilité, l'ADF a organisé la mise en œuvre de la loi NOTRe dans ce domaine de même qu'avec François-Xavier DUGOURD, elle a mis au point un ambitieux programme en matière d'habitat et défendu efficacement les prérogatives des Départements dans la gestion du FSE.

En soulignant le rôle majeur des Départements en matière d'aménagement et de développement des territoires, l'ADF a, avec la Commission Aménagement du Territoire présidée par Christine BOUQUIN, souligné l'importance des Départements pour le développement économique et la garantie des services publics. Elle a obtenu qu'ils soient associés aux plans de relance et aux discussions des CPER.

En première ligne pour la sécurité routière, comme l'indique son rôle dans l'IDRRIM coprésidé par Yves KRATTINGER et la création d'un groupe de travail ad hoc confié à Pascal COSTE, l'ADF a mené le combat pour la liberté des élus de revenir au 90 km/h et pour la bonne gestion des ouvrages d'art et des passages à niveau.

De même en matière de sécurité sanitaire, elle a défendu, avec Stéphanie YON-COURTIN, nos laboratoires départementaux d'analyse qu'elle a imposés au forceps dans les dispositifs

de lutte anti-covid, lutte qui a mobilisé toutes les forces des Départements accompagnés au plus près par l'ADF.

Bruno FAURE et sa commission ont donné toute leur force à nos politiques éducatives tant contre la radicalisation en milieu scolaire, que dans l'exigence de la décentralisation des gestionnaires, la réflexion sur les internats (mission de Jean-Yves GOUTTEBEL) ou la conception du collège de demain (groupe de travail présidé par Valérie SIMONET) qui a donné naissance à notre enquête 2021 sur les collèges.

Institution de plus de 230 ans, le Département promeut les politiques de jeunesse via son groupe de travail technique (politiques départementales de jeunesse), de culture (groupe culture et patrimoine présidé par Brigitte KLINKERT, puis par Bertrand BELLANGER) à l'origine de notre partenariat avec Culture et Départements.

Pour souligner la dimension culturelle des politiques départementales, la mandature a créé le soutien par l'ADF de deux festivals par an et un prix littéraire (prix Lamartine présidé par le regretté Denis TILLINAC) des Départements.

L'ADF a été également attentive aux sports et au tourisme avec ses partenaires dont ADN Tourisme, elle a été membre fondateur de l'Agence nationale du sport grâce à ses réflexions sur le sujet et Bruno BELIN a porté le rôle des Départements dans les Jeux Olympiques et paralympiques. L'ADF a ainsi labellisé 90 Départements « Terre de Jeux 2024 ».

Les commissions créées en 2015 n'ont pas empêché l'émergence de nombreux groupes de travail (cités supra) et la création de nouvelles commissions (SDIS). Celle consacrée à la démocratie citoyenne (présidée par Philippe MARTIN) souligne le souci de l'ADF de résoudre la crise démocratique actuelle. De même, la commission Egalités présidée par Yves KRATTINGER et sa vice-présidente Marie-Pierre MOUTON, signale l'engagement de l'ADF en faveur des politiques destinées à promouvoir le respect des droits et la juste représentation des femmes dans la société française.

La commission des relations internationales (présidée par André VIOLA) a effectué un important travail qui s'est notamment traduit par la convention signée avec la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, par la publication de l'atlas des actions de coopération européenne et internationale des Départements, par la présidence ADF de la délégation française au comité européen. Le groupe de travail « l'Europe et la coopération transfrontalière » (présidé par Sylvie LABADENS, Vice-Présidente du Département du Nord) a été créé en 2017.

La commission des problématiques départementales particulières (présidée par Philippe GROSVALET) a permis une analyse fine des problématiques de nos adhérents littoraux, montagnards, départements à métropole, franciliens et bien sûr ultra-marins avec notamment la mobilisation des groupes de travail présidés respectivement par Alain CADEC,

Henri NAYROU, Christophe GUILLOTEAU, Stéphane TROUSSEL et Nassimah DINDAR puis Cyrille MELCHIOR.

L'ADF a constamment soutenu ses adhérents d'Outre-mer et défendu les résolutions qu'ils ont adoptées. Dominique BUSSEREAU a vu son souci de visiter toutes les collectivités ultramarines contrarié par la crise sanitaire.

La richesse des actions de l'ADF a été ici résumée à grands traits. Il fallait aussi les faire connaître au Parlement et au grand public.

L'ADF a ainsi porté des centaines d'amendements au Sénat et à l'Assemblée nationale, a répondu à plus de 100 demandes par an d'auditions parlementaires. Que tous nos porte-paroles soient ici remerciés.

La communication de l'ADF a été dynamisée et renouvelée comme en témoigne l'audience en croissance continue de nos réseaux sociaux, de nos opérations de communication ludiques comme Vélo et Fromages ou de combat politique (semaine de mobilisation des Départements du 19 au 24 septembre 2016), nos congrès (85^{ème} congrès à Troyes (Aube) à l'invitation de Philippe ADNOT- 86^{ème} congrès à Poitiers (Vienne) à l'invitation de Bruno BELIN – 87^{ème} congrès à Marseille (Bouches-du-Rhône) à l'invitation de Martine VASSAL – 88^{ème} congrès à Rennes (Ille-et-Vilaine) à l'invitation de Jean-Luc CHENUT - 89^{ème} congrès à Bourges (Cher) à l'invitation de Michel AUTISSIER) la création des ateliers des Départements de France pour mettre en valeur leurs innovations, notre nouvelle identité visuelle, notre rôle essentiel dans le Tour de France, les 8000 lecteurs du Flash Hebdo et les 9500 abonnés de la nouvelle Lettre des Départements (créée en 2017).

La création du Cercle des Elus, ouvert à tous les élus départementaux et anciens Conseillers généraux, a créé un espace d'échange et d'information qui montre que l'ADF est la maison de tous les élus.

Le succès de nos partenariats financiers avec les entreprises et institutionnels avec des associations et des fondations, la fidélité des nombreux participants aux réunions de directeurs généraux des services et de directeurs de cabinet relayées par celles organisées avec les collaborateurs des Départements dans leurs domaines de compétence par les conseillers de l'ADF, témoignent de la visibilité de notre Assemblée.

De 2015 à 2021, l'ADF a veillé à remplir ses trois grandes fonctions : défendre les Départements auprès des gouvernements, promouvoir leurs images dans tous les milieux politiques, médiatiques et citoyens et faire connaître à tous ses adhérents les innovations réalisées par leurs collègues.

Cette trilogie est celle de l'ADF. Elle fut efficacement servie par l'implication sans faille de notre équipe, la participation active de nos élus et de leurs collaborateurs, l'excellente



ambiance en notre sein favorisée par nos présidents des groupes politiques (François SAUVADET et André VIOLA puis Jean-Luc GLEYZE), notre Comex et notre Bureau.

Dominique BUSSEREAU, président de l'ADF – 18 juin 2021